

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1996/WG.11/WP.2  
4 octobre 1996

FRANCAIS  
Original :

ANGLAIS/ESPAGNOL/

FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-troisième session

Groupe de travail de présession à composition  
non limitée chargé d'élaborer le projet  
de protocole facultatif se rapportant  
à la Convention contre la torture et  
autres peines ou traitements cruels,  
inhumains ou dégradants  
Genève, 14-25 octobre 1996

PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT A LA CONVENTION  
CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS  
CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Document de travail présenté par le secrétariat en application  
de la résolution 1996/37 de la Commission des droits de  
l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
OBSERVATIONS COMMUNIQUEES PAR DES GOUVERNEMENTS		
Argentine . . . . .	1 - 32	
Suisse . . . . .	1 - 52 - 4	

GE.96-14088 (F)

ARGENTINE

[13 septembre 1996]  
[Original :

espagnol]

1. Le Gouvernement de la République argentine se félicite des travaux accomplis, lors de sa quatrième session, par le Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il estime que ces travaux se sont traduits par la consécration de certains éléments essentiels pour le futur instrument qu'il est très important de préserver.

2. Pour sa part, le Gouvernement argentin réaffirme son soutien à l'idée de consacrer de façon définitive dans cet instrument l'obligation faite aux Etats parties, qui ne souffre aucune restriction, d'accepter les visites en indiquant expressément que celles-ci devront être effectuées dans tous les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté. Cette obligation devra découler d'une part du consentement donné à l'entrée en vigueur du protocole et d'autre part de l'interdiction de formuler des réserves. A propos de ce dernier point, il convient de signaler que, de l'avis du Gouvernement argentin, la formulation de réserves irait à l'encontre de l'objet et du but de l'instrument que l'on veut adopter et enlèverait toute efficacité par conséquent aux dispositions qu'il contiendra. Par ailleurs, le Gouvernement argentin juge utile de mettre l'accent sur un autre élément important, à savoir que la délégation chargée d'effectuer les visites devra être composée d'experts indépendants compétents en la matière.

3. Pour ce qui est des questions à examiner lors de la prochaine session du Groupe de travail, comme cela a déjà été indiqué dans les observations communiquées à l'occasion de la dernière session, le Gouvernement de la République argentine tient à réaffirmer qu'à son avis, le système prévu dans le projet de protocole est fondé sur la coopération entre l'Etat considéré et l'organe de contrôle. Il en résulte que dans les cas où cette coopération se heurterait à des obstacles et que tous les moyens propres à l'encourager auraient été épuisés, il serait justifié de faire une déclaration publique ou, le cas échéant, de publier le rapport.

SUISSE

[13 septembre 1996]  
[Original :

français]

2. La situation des droits de l'homme dans le monde demeure extrêmement préoccupante en dépit des obligations internationales existantes. L'une des raisons en est que les mécanismes actuels de protection ont généralement une nature réactive ou répressive et qu'ils n'interviennent qu'après la violation des droits protégés. Dès lors, il est de la plus haute importance que les Etats créent maintenant des instruments efficaces de prévention des violations des droits de l'homme, et non pas simplement de réaction à ces dernières. Pour la Suisse, la décision de créer, par un protocole additionnel à la Convention contre la torture, un mécanisme *préventif* – fondé sur la visite des lieux où des personnes sont privées de liberté par une autorité publique – constitue un aspect important des efforts que la communauté internationale déploie pour lutter plus efficacement contre la torture.
3. La Suisse est satisfaite du résultat auquel le Groupe de travail institué par la Commission des droits de l'homme est parvenu au terme d'une première lecture, relativement rapide, du projet de protocole. En vue de la prochaine session du Groupe de travail, qui se tiendra à Genève du 14 au 25 octobre 1996, elle invite tous les Etats participants à maintenir leur engagement en faveur de ce projet, voire à le renforcer, et à tout mettre en oeuvre pour qu'un projet puisse être adopté en seconde lecture et être présenté dès que possible à la Commission des droits de l'homme. Il serait ainsi donné suite à la Déclaration de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993), qui a réaffirmé *"que les efforts tendant à éliminer la torture devraient, avant tout, être centrés sur la prévention et, en conséquence, ... (a demandé) que soit rapidement adopté le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, protocole qui vise à mettre en place un système préventif de visites régulières sur les lieux de détention."*
4. Dans le cadre de la seconde lecture du projet de protocole facultatif, il importe de prêter attention aux points suivants :
  - Le Sous-Comité prévu dans le projet de protocole doit bénéficier d'un ancrage juridique qui soit largement accepté et qui garantisse l'*indépendance* et l'*impartialité* de ses membres, lesquels devraient, au demeurant, avoir une expérience professionnelle démontrée. Pour qu'il puisse travailler efficacement, le Sous-Comité devrait pouvoir s'adjoindre les services d'*experts* disposant de compétences spécifiques utiles au Sous-Comité dans l'accomplissement de son mandat. Lors de la seconde lecture du projet de protocole, la Suisse participera activement aux négociations tendant à définir les modalités relatives à l'engagement de ces experts et leurs activités exactes.
  - Pour ce qui est des activités du Sous-Comité, la Suisse est de l'avis qu'il convient de mettre l'accent sur la *confidentialité* et la *coopération*. Les missions et visites du Sous-Comité ne doivent pas avoir pour but de discréditer un Etat. Elles doivent au contraire viser à l'amélioration d'une situation donnée. L'objectif prioritaire doit être de conseiller l'Etat intéressé et de l'assister, notamment sur un plan technique, dans un esprit de discrétion et de confiance mutuelle.
  - Qu'elles interviennent sur une base régulière ou non, les missions et visites forment le noyau du projet de protocole. Dès lors, les Parties au Protocole devraient permettre au Sous-Comité d'exercer ses activités dans la mesure voulue par ce dernier. La Suisse attache de l'importance à ce que, dans l'accomplissement de leurs activités, toutes les personnes chargées d'une mission ou d'une visite aient *librement accès* au territoire de l'Etat et aux lieux de détention. Elles doivent pouvoir circuler librement et s'entretenir, *sans restriction ni surveillance*, avec tous les détenus ou toute autre personne de leur

choix. De même, les membres du Sous-Comité doivent connaître tous les lieux de détention et avoir accès à toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

- Il est essentiel que le refus de collaborer d'un Etat Partie (avant, pendant ou après une mission du Sous-Comité) soit en principe tenu pour une violation des obligations découlant du Protocole. Pour assurer la transparence et l'efficacité du mécanisme d'inspection, il faut donc prévoir l'adoption de mesures adéquates tendant à garantir le respect des obligations découlant du Protocole (telles celles que prévoit l'article 14 du projet de protocole accepté en première lecture).
  - Comme l'instrument envisagé ne doit pas consacrer un nouveau droit de l'homme, mais instituer un mécanisme destiné à garantir le respect de l'intégrité de la personne humaine, il est essentiel d'assurer l'efficacité du système préventif de surveillance. Dès lors, la formulation de réserves doit être interdite. Cela n'exclut pas que le Protocole inclue des réserves négociées, qui consacraient une réglementation spéciale valant pour des cas exceptionnels et dont tout Etat Partie pourrait se prévaloir (tel, par exemple, le texte de l'article 8 du projet de protocole accepté en première lecture).
5. La Suisse est fermement convaincue de ce que, dans le cadre de la seconde lecture du projet lors de la session du Groupe de travail prévue du 14 au 25 octobre 1996, des progrès substantiels pourront être effectués et que l'esprit de coopération qui a régné lors des précédentes séances du Groupe de travail permettra de présenter rapidement à la Commission des droits de l'homme un projet de protocole qui institue un mécanisme de visite adéquat et bénéficie d'un large soutien.

-----